

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.00/612
22 décembre 2000

(00-5644)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de la santé, de la prévoyance sociale et des sports L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information – Point d'information OTC-OMC des CE
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Animaux de boucherie, viandes, produits carnés, autres produits d'origine animale, autres aliments et boissons.
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Proposition de loi du gouvernement visant à modifier la Loi sur l'inspection des viandes et la Loi sur les marchandises en relation avec la perception de redevances.
6.	Teneur: Le texte proposé vise à définir les conditions dans lesquelles il peut être perçu en application d'un règlement administratif général une redevance au titre des frais occasionnés par: a) l'inspection des animaux de boucherie, b) l'inspection des viandes, des produits carnés, des autres produits d'origine animale et d'autres marchandises, c) le traitement des demandes de licences, de reconnaissance ou d'inscription d'établissements dans un registre, d) la prorogation des licences, reconnaissances ou inscriptions mentionnées au point c), et e) les inspections et contrôles de marchandises prescrits par l'Union européenne. Le texte notifié prévoit aussi la possibilité, au titre de la Loi sur l'inspection des viandes, d'arrêter rapidement des mesures aux fins de la protection de la santé publique ou de la mise en oeuvre de décisions, de directives ou de règlements de l'Union européenne. Enfin, ce projet énonce des règles concernant la désignation d'une autorité chargée d'évaluer les aliments et les boissons en application d'un texte communautaire sur la question ayant force obligatoire. Ce volet intéresse particulièrement l'évaluation des nouveaux aliments et des nouveaux ingrédients alimentaires visés par le règlement (CE) n° 258/97.

7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Le gouvernement néerlandais estime souhaitable, en application du Traité CEE, de répercuter le coût de diverses inspections et celui du traitement de demandes, comme indiqué au point 6, quand il n'existe pas d'obligation dans le cadre de la législation de l'UE. Cette mesure appelle un élargissement du fondement juridique existant dans la Loi sur les marchandises et la Loi sur l'inspection des viandes. À l'heure actuelle, la législation ne définit pas de manière explicite la compétence du Ministre de la Santé pour désigner une autorité officielle pour l'inspection des aliments et des boissons. Le gouvernement néerlandais estime souhaitable que cette compétence soit définie dans la Loi sur les marchandises.
8.	Documents pertinents: Loi sur l'inspection des viandes et Loi sur les marchandises
9.	Date projetée pour l'adoption: 1 ^{er} mars 2001 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2001
10.	Date limite pour la présentation des observations: 21 février 2001
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: